

Rencontres économiques d'Aix-en-Provence 2019

Débat 10 : Migrations : comment relever le défi de l'intégration ?

Coordination : Hippolyte d'Albis

La confiance est avant tout la perception du bien que peuvent nous apporter les autres. A cet égard, une des manifestations les plus symboliques du climat de défiance dans une société s'exprime par la peur et le rejet des personnes étrangères. L'année 2015, et sa soit disant « crise » migratoire, en est une effrayante illustration. Que l'Europe, et ses cinq cent millions d'habitants, puisse se considérer comme submergée par un peu plus d'un million de demandeurs d'asile relève de la psychose collective. Que l'Europe, qui produit un quart du PIB mondial, puisse s'interroger sur sa capacité d'assumer financièrement un tel « fardeau » financier relève de la farce. Sans nier les enjeux que posent l'immigration, sa dramatisation systématique dans le discours public interroge. Il est vrai que l'immigration est plus que jamais au cœur de la joute politique. Dans certains pays, et en particulier à Washington, Rome et Budapest, les populations ont porté au pouvoir des leaders développant des discours violemment opposés à la migration. On a retrouvé ces discours ailleurs, et notamment au Royaume-Uni, lors de la campagne qui a précédé le référendum sur la sortie de l'Union Européenne, ou au Japon, lors des propositions de lois visant à instaurer des visa de travail. A l'inverse, dans d'autres lieux comme à Ottawa et pendant un temps à Berlin, le pouvoir politique affirme haut et fort son attachement à l'immigration et loue les bénéfices d'une société diverse. Pendant ce temps, ceux qui se taisent sont suspectés d'agir en cachette pour l'un ou l'autre camp, et souvent simultanément pour les deux.

La trop fréquente violence des discours et la polarisation des points de vue révèlent peut-être aussi que l'on ne sait pas toujours « parler » d'immigration, et notamment que l'on a du mal à rapprocher le ressenti et les faits objectifs. En France, par exemple, la migration est souvent qualifiée dans le débat public comme étant « très importante » et « non maîtrisée ». Ceci s'explique en partie par le fait que les différents motifs de migration ne sont pas toujours distingués et que certains associent un peu vite toutes les personnes immigrées en provenance d'Afrique et du Proche-Orient à des réfugiés. La surutilisation de la dénomination « migrant » dans l'espace médiatique participe très largement à entretenir ce flou. Le flux migratoire annuel représente environ 300 000 personnes, soit moins de 0,5% de la population ce qui n'est pas « dramatiquement » élevé. Il ne peut pas non plus être considéré comme « faible » car ce ratio est plus important que celui enregistré aux Etats-Unis, par exemple. La confusion entre les chiffres et les perceptions s'explique aussi par le fait que tout un chacun confond fréquemment ces flux annuels à l'ensemble de la population installée, qui est un reflet de l'ensemble des flux passés et qui nécessairement représente une part plus importante de la population totale. La population immigrée est, enfin, très inégalement répartie sur le territoire national, avec une plus forte concentration en Ile-de-France, ce qui induit des perceptions très différentes et renforce la défiance vis-à-vis d'estimations faites à partir de moyennes nationales.

Les questions migratoires conduisent le plus souvent à des points de vue divergents et à des divisions. Mais, concernant leur impact économique, le consensus semble l'emporter. Certains répètent inlassablement que les personnes immigrées appauvrissement les pays d'accueils et, en particulier, coûtent chers aux systèmes de protection sociale. D'autres répondent en plaçant le débat à un autre niveau, où l'on parle d'humanité et de vivre ensemble ; on dédaigne alors ces vils calculs comptables mais, ce faisant, on les valide. Le sentiment qui prévaut est que les immigrés représentent une charge pour les économies des pays d'accueil. Des études récentes ont pourtant évalué les effets des flux migratoires sur l'économie en utilisant des données des principaux pays riches depuis des décennies.

Contrairement à l'impression d'une partie de la population, ces études révèlent que les flux migratoires ont eu des effets globalement bénéfiques sur l'économie des pays d'accueil : ils accroissent le revenu moyen, diminuent le taux de chômage et améliorent le solde des finances publiques.

La question de l'intégration est enfin particulièrement minée car elle est le socle où les oppositions se cristallisent facilement. L'intégration est tout d'abord difficile à mesurer car on serait bien en peine de définir un indicateur qui ferait consensus. La tentation est alors forte d'utiliser un indicateur « économique » tel que le taux d'emploi qui habituellement révèle que les personnes immigrées auraient des taux d'emploi inférieurs à ceux du reste de la population. Le concert des idées toutes faites peut alors commencer avec, d'une part, ceux pour qui les immigrés ne font pas « les efforts nécessaires » et « qu'avant d'en accueillir d'autres », « il faudrait déjà que les premiers s'intègrent » et, d'autre part, ceux qui vont dénoncer la discrimination qui sévit sur le marché du travail et se désoler de l'incapacité des gouvernements à mettre en place une politique d'intégration efficace.

Restaurer la confiance, c'est aussi réussir à convaincre que celui qui vient de loin peut nous apporter beaucoup, pour peu qu'on lui en donne les moyens. Ce débat y contribuera s'il aide des points de vue divergents à retrouver un terrain de discussion.